

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**Les femmes demandent aux chefs de partis :
« Place au débat? »**

Des organisations de partout au Canada réclament un débat des chefs sur les droits des femmes une fois l'élection fédérale déclenchée

Ottawa, le 4 novembre 2014 – Un regroupement de plus de 100 organisations à travers le pays réclame un débat des chefs sur les enjeux qui affectent les femmes lors de l'élection fédérale de 2015. Lors d'une conférence de presse sur la colline parlementaire ce matin, le YWCA Canada, l'Association des femmes autochtones du Canada, et Oxfam Canada ont affirmé que les droits des femmes doivent être un enjeu électoral, et ont appelé tous les partis politiques fédéraux à prendre des engagements concrets afin d'améliorer les conditions de vie des femmes, au Canada comme à l'étranger.

« Ce qui est bon pour les femmes est bon pour le Canada », a déclaré Paulette Senior, PDG de la YWCA Canada. « Le seul et unique débat des chefs sur les enjeux spécifiques aux femmes remonte à il y a trente ans. Il est grand temps pour un autre débat. Pour beaucoup de femmes, le Canada est un pays où il fait meilleur vivre qu'en 1984, mais nous n'avons pas encore atteint l'égalité, et certainement pas pour toutes les femmes. »

La conférence de presse était organisée par Place au débat, une campagne qui vise à lancer une discussion pan-canadienne sur la justice et l'égalité de genre en vue des élections fédérales de 2015. La campagne est dirigée par un regroupement de plus de 100 organisations – des groupes de défense des droits des femmes provenant de toutes les régions du pays, des associations de peuples autochtones, des groupes communautaires, des organisations œuvrant en coopération internationale, des groupes confessionnels, et des syndicats – représentant plus de 3.5 million de Canadiennes et Canadiens.

Place au débat demande aux chefs des partis fédéraux de participer à un débat des chefs sur les politiques et les enjeux qui affectent les conditions de vie des femmes, télédiffusé à l'échelle du pays, une fois que les élections seront déclenchées.

« Peut-on vraiment dire que la lutte pour les droits des femmes a été gagnée, quand plus de 1 100 femmes et filles autochtones ont été assassinées au Canada depuis 1980, et quand chaque jour plus de 8 000 femmes et enfants d'avoir recours à des refuges pour fuir la violence et la maltraitance ? » s'interroge Claudette Dumont-Smith, directrice générale de l'Association des femmes autochtones du Canada. « Il est grand temps que l'on discute de comment faire du Canada un pays qui se préoccupe réellement des droits et du bien-être de toutes les femmes », a-t-elle expliqué.

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.

Le regroupement souligne que même si plus de femmes que jamais auparavant sortent diplômées des universités, exercent des métiers non traditionnels, et se présentent comme candidates aux élections, elles sont toujours plus à risque de vivre dans la pauvreté, gagnent 20 % de moins que leurs homologues masculins, et consacrent deux fois plus de temps au travail non rémunéré à la maison.

Les enjeux qui touchent tout particulièrement les femmes, tels que les services de garde, l'équité salariale et l'accès au logement abordable, sont passés pour ainsi dire inaperçus lors des débats des chefs de 2011. Pourtant, le nombre de femmes ayant voté a dépassé celui des hommes de plus d'un demi-million.

« Les femmes canadiennes veulent un débat sur ce à quoi devrait ressembler notre pays. Nous demandons aux chefs de partis : êtes-vous prêts pour un débat ? » a dit Paulette Senior.

Aux quatre coins du globe, les femmes continuent d'être marginalisées et exclues économiquement. Julie Delahanty, directrice générale d'Oxfam Canada, soutient que le leadership des femmes est essentiel pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. « Les femmes représentent un important moteur de changement. Et pourtant, partout dans le monde, les organisations de femmes doivent s'échiner à poursuivre leurs efforts malgré un financement souvent dérisoire », a-t-elle expliqué.

Delahanty a plaidé pour un soutien accru aux organisations de femmes -tant au Canada que dans les pays en développement - afin qu'elles puissent offrir des services de première ligne aux femmes, mais également s'attaquer aux causes profondes de la discrimination et de l'inégalité.

A la fin de la conférence de presse, les représentantes de Place au débat ont une fois de plus enjoint les chefs de partis à accepter de participer à un débat sur les politiques et les enjeux qui affectent les femmes une fois que les élections seront déclenchées, et de prendre des engagements concrets afin que les droits des femmes soient respectés, qu'elles aient un accès égal aux ressources, et qu'elles puissent vivre une vie sans violence.

-30-

Notes

- Pour en savoir plus, les médias sont invités à communiquer avec :

Lauren Ravon
Oxfam Canada
514 961-4291
lauren.ravon@oxfam.ca

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.

Courte biographie des trois femmes présentes à la conférence de presse :

Paulette Senior

Depuis janvier 2006, Paulette Senior est présidente-directrice générale du YWCA Canada, la plus ancienne et la plus grande organisation de femmes multiservice du pays. Mme Senior est reconnue comme l'une des dirigeantes les plus respectées et les plus engagées du Canada. On la connaît surtout pour son action militante en faveur des femmes et des filles, et elle est résolue à bâtir une société égalitaire où les femmes sont protégées de la violence, de la pauvreté et de l'itinérance, et bénéficient du soutien nécessaire pour prendre leur vie en main et jouer un rôle de chef de file au sein de leur communauté. Elle a dirigé, géré et exploité des refuges, des programmes d'emploi et des centres d'hébergement qui viennent en aide aux femmes, aux enfants et aux jeunes de quartiers parmi les plus défavorisés de Toronto.

Claudette Dumont-Smith

Claudette Dumont-Smith est la directrice générale de l'Association des femmes autochtones du Canada depuis 2010, et elle est impliquée dans le domaine de la santé autochtone depuis 1974. Elle est infirmière certifiée et a occupé différents postes de direction au sein de l'Association des infirmières et infirmiers autochtones du Canada et de la National Aboriginal Child Care Commission. Mme Dumont-Smith a été membre du cercle autochtone du Comité canadien sur la violence faite aux femmes de l'Association des infirmières et infirmiers autochtones du Canada, et commissaire adjointe de la Commission nationale des soins aux enfants autochtones du Conseil national des autochtones du Canada. Mme Dumont-Smith est aussi une écrivaine et une chercheuse reconnue.

Julie Delahanty

Julie Delahanty, directrice générale d'Oxfam Canada depuis le 1er octobre 2014, milite pour l'égalité de genre et les droits de la personne et compte plus de 20 ans d'expérience en développement international. Elle a récemment occupé le poste de directrice du programme pour l'Amérique centrale au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada, ainsi que le poste de directrice de la Direction de l'égalité entre les sexes et de la protection des enfants de l'ACDI. Julie est l'auteure de nombreuses publications sur la question du genre et de d'emploi, de la biodiversité agricole, de la santé et des droits en matière de sexualité et de reproduction, de l'industrie du vêtement et la mondialisation.

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.